



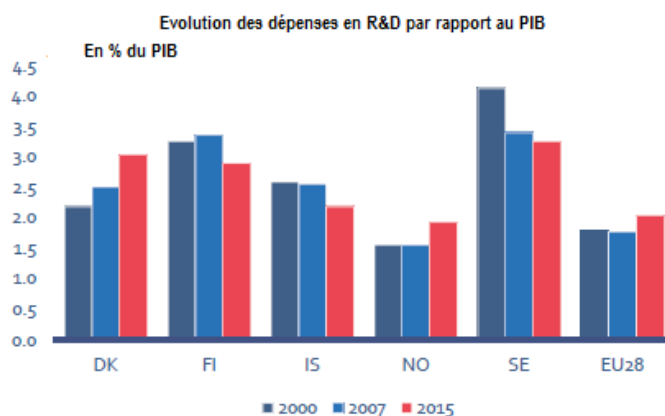
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 144 du 29 novembre 2017

Pays Nordiques

R&D La part consacrée à la R&D est globalement plus élevée dans les pays nordiques que dans l'UE à 28, sauf dans le cas de la Norvège. La part consacrée à la Suède à la R&D a toutefois diminué progressivement au cours des 15 dernières années d'environ 4,5% du PIB en 2000 à près 3,5% en 2015. La Finlande affiche une tendance baissière similaire, alors que les dépenses de R&D au Danemark comme en Norvège sont orientées à la hausse depuis le début des années 2000.



Source : Conseil nordique

Fintechs. L'Europe est bien placée dans la liste, établie par KPMG et H2 Ventures, des 100 Fintechs les plus innovantes au monde avec 41 start-ups, dont 5 françaises. Les pays nordiques comptent 4 représentants, dont 3 suédois (Klarna 14^{ème}, iZettle 26^{ème} et Lendify 82^{ème}) et un finlandais (VertaaEnsin/Compare Europe group 43^{ème}).

Image pays. Le classement « Nations Brands Index 2017 » réalisé par les consultants Anholt-GfK sur l'identité et l'image de marque nationale (réputation, attractivité sur la scène internationale, influence politique et culturelle, tourisme, exports, etc.) est dominé par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni après la chute des Etats-Unis, du 1^{er} rang en 2016 au 6^{ème} rang en 2017). La Suède est 10^{ème} (3^{ème} dans la catégorie gouvernance/gestion publique), et le seul pays nordique dans le top 10.

Transition numérique. « *Bigger, Bolder, Faster* », une nouvelle étude du *Boston Consulting Group* (BCG), constate que les pays nordiques (Danemark, Norvège, Suède et Finlande) prennent du retard dans la transformation digitale mondiale. En effet, selon l'analyse d'un questionnaire auquel 1 300 entreprises européennes et nord-américaines ont été soumises, l'échantillon des 109 entreprises nordiques est en retard par rapport à la moyenne mondiale dans la mise en place effective d'une stratégie digitale. BCG recommande donc 3 axes de développement digital pour les entreprises des pays nordiques. « *Bigger* » : réaliser des investissements moins nombreux mais plus significatifs dans des projets digitaux à haut rendement. « *Bolder* » : augmenter l'appétence-risque et définir une nouvelle grille d'analyse du succès. « *Faster* » : mesurer les progrès sur le court terme en conservant une stratégie de moyen terme.

Danemark

Croissance. D'après une publication de *Denmark Statistics*, le PIB danois enregistre un recul de 0,3% au T3 2017 par rapport au T2, l'acquis de croissance est estimé à 1,6%. Selon le journal financier *Børsen*, cet accident conjoncturel serait dû aux mauvais résultats de l'industrie, et notamment la baisse des ventes de voitures en septembre liée à l'incertitude quant à l'évolution de la taxe d'immatriculation, ainsi que du commerce extérieur. La *Danske Bank* conserve toutefois un ton positif : le taux d'emploi continue de croître, l'économie mondiale est en expansion, les entreprises et consommateurs danois restent optimistes et les fondamentaux de l'économie sont robustes. D'après Tore Stramer, Chef économiste de *Nykredit*, la croissance danoise est désormais plus « mature », du fait des pressions sur le marché du travail, et elle ne devrait plus « exploser tous les trimestres ».



La quinzaine nordique – 29 novembre 2017 © DG Trésor

Elections. Les élections locales du 21 novembre ont renforcé l'assise du Parti Social-Démocrate (*Socialdemokratiet*) dans les 98 municipalités que compte le Danemark. Le scrutin les place désormais à 32,5% des votes exprimés (contre 29,5% en 2013), tandis que les Libéraux (*Venstre*) et les Conservateurs (*Konservative*) obtiennent respectivement 23,1% et 8,8% des suffrages. Le taux de participation de 70,8% est légèrement inférieur à celui de 2013, qui avait atteint un niveau record de 71,9%.

Paquet croissance. Le gouvernement, le Parti du Peuple danois (DF) et le Parti radical ont conclu un accord sur un nouveau « paquet croissance » : 14,7 Mds DKK (2 Mds€) lui seront alloués d'ici 2025, afin de « renforcer les entreprises danoises et de créer une forte culture entrepreneuriale et d'investissement ». Ce paquet comprend plus de 35 initiatives dont l'introduction d'un compte d'épargne actions et la suppression/l'allègement de 65 taxes. Parmi les autres initiatives figurent l'augmentation de la déduction fiscale pour la R&D, l'allocation de fonds pour la promotion du tourisme et pour la croissance dans les zones rurales, le renforcement de la numérisation et de l'économie collaborative, et une réduction de la taxe sur le chauffage électrique (pour promouvoir la transition verte, notamment les pompes à chaleur).

Brexit. Une analyse réalisée par l'institut IFRO de l'Université de Copenhague pour le ministère de l'Environnement et de l'Alimentation confirme que le Brexit pourrait pénaliser la pêche danoise et l'industrie de transformation qui lui est liée. Il ressort de l'analyse que 98% des captures danoises dans les eaux britanniques sont concentrées sur 33 navires de pêche (un nombre relativement limité par rapport à l'ensemble de la flotte de pêche danoise), qui représentent toutefois une part importante des prises danoises. Dans le pire des scénarios, où le Royaume-Uni exclut complètement les navires européens de sa ZEE, les 33 navires danois verraient leur bénéfice net baisser de 700 MDKK (94 M€) à 127 MDKK (17 M€).

Marché du travail. L'étude *Hays Global Skills Index*, en collaboration avec *Oxford Economics*, montre que le Danemark est le pays (comparé à 32 autres) où les pressions sur le marché du travail ont le plus augmenté en 2017. En effet, alors que les conditions sur les marchés du travail se sont globalement améliorées depuis 2016 (le score moyen de l'ensemble des pays étudiés baissant de 5,4 à 5,3), ceci n'est pas le cas pour le Danemark, dont le score moyen a augmenté de 0,6 – la plus grande augmentation de tous les pays – pour s'élever à 6,4. Le score élevé du Danemark est notamment dû à l'écart entre les compétences recherchées par les entreprises et les compétences disponibles sur le marché du travail. La pression salariale globale ainsi que la pression salariale des industries à emploi hautement qualifié pèsent également sur le score du Danemark, indiquant une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le score global de la France s'élève à 5,5 et est inchangé par rapport à 2016.

Siemens. Siemens Gamesa a annoncé le licenciement d'environ 600 personnes au Danemark en 2018. Ces licenciements font partie des 6 000 licenciements mondiaux annoncés par Siemens Gamesa Renewable Energy début novembre 2017. La société emploie 6 600 personnes au Danemark, et la suppression des 600 postes danois en 2018 s'ajoute aux 600 licenciements déjà opérés en 2017.

Energie. Le gouvernement a approuvé le câble sous-marin *Viking Link*, qui transportera de l'électricité entre le Danemark et le Royaume-Uni. Le câble, qui sera le plus long câble électrique au monde, pourra transporter 1 400 MW d'électricité. Selon la Confédération des industries danoises (DI), le câble est un grand atout pour la transition verte ainsi que pour la sécurité de l'approvisionnement en Europe du Nord. Le câble devrait générer un excédent socio-économique de 4,7 Mds DKK (630 M€) durant sa durée de vie.

Transports. D'après un rapport du cabinet Deloitte élaboré pour le compte du ministère danois des Transports, le nouveau système de signalisation ferroviaire danois ne sera pas entièrement en place avant 2030 et sera livré avec un retard supplémentaire de 7 ans.

Leasing. Le parlement a adopté un projet de loi restreignant les règles sur le leasing de voitures. L'objectif est d'empêcher les importateurs de voitures et les agences de leasing de se faire rembourser la taxe d'immatriculation en vendant des voitures, après quelques mois de leasing, à un prix plus élevé que le prix d'achat payé par l'agence de leasing. Selon le ministère des Impôts, cette intervention législative devrait réduire le bénéfice annuel du secteur automobile de 600 MDKK (80 M€).

Finlande

Croissance. Selon une première estimation de l'Institut finlandais de la statistique, le PIB aurait enregistré une croissance de +1,1% au T3 2017 par rapport au trimestre précédent. Cette croissance repose en grande partie sur le dynamisme de la consommation privée, les dépenses de ménages étant notamment stimulées par la faiblesse de l'inflation.

Environnement. La Finlande a annoncé sa participation à l'initiative « Powering Past Coal Alliance » qui a été lancée à Bonn en marge de la COP23. Ce projet a pour but l'abandon du charbon dans le mix énergétique à l'horizon 2030. Pour rappel, en 2016, le charbon représentait 9% de la consommation totale d'énergie en Finlande. D'autre part, dans sa feuille de route Energie Climat 2050 publiée récemment, le pays s'engage à ce que la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale atteigne 50 % d'ici à 2030. Cette part est aujourd'hui de 34%.



Intelligence artificielle. Le ministre finlandais de l'Economie Mika Lintilä a rencontré le 9 novembre dernier à Paris Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat en charge du Numérique. L'entretien a porté principalement sur la coopération entre les deux pays dans l'intelligence artificielle. En février 2017, suite à une série de conférences organisées sur ce thème à Helsinki, le Premier ministre Juha Sipilä avait déjà fixé comme objectif de faire de la Finlande le leader mondial en matière d'application de l'intelligence artificielle.

PME. Selon une étude récemment publiée par le think-tank économique finlandais ETLA, l'effet d'entraînement des petites et moyennes entreprises sur l'économie finlandaise n'est pas aussi important que présumé. Le rapport souligne que les grandes entreprises (>250 salariés), qui ne représentent que 0,2 % du tissu entrepreneurial (soit environ 600 entreprises), emploient 33 % du total des salariés du secteur privé. De la même façon, 10 entreprises finlandaises à elles seules génèrent 7,5 % du PIB du pays. Parmi ces entreprises figurent les banques OP et Nordea, l'entreprise forestière UPM ou encore l'entreprise de télécommunications Nokia. Le rapport signale toutefois le rôle moteur des start-ups et des PME en matière d'innovation.

Fonds d'ajustement à la mondialisation. Selon le rapport d'activité du fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), la Finlande figure parmi les pays de l'UE recevant le plus d'aide de ce fonds, avec l'Espagne et la Belgique. Le FEM vise à apporter une aide aux travailleurs d'un Etat membre qui ont perdu leur emploi en raison de modifications majeures de la structure du commerce mondial résultant de la mondialisation et des répercussions négatives de la crise économique et financière mondiale sur l'emploi. Les aides octroyées dans ce cadre s'élèvent à environ 150 M € chaque année. Au total, sur la période 2006-2016, la Finlande a ainsi reçu plus de 30 M€, notamment pour soutenir les employés licenciés par Nokia à partir de 2009, mais aussi pour des secteurs comme la construction navale ou la distribution.

Islande

Prévisions de croissance. Selon les nouvelles prévisions de la Banque Centrale, la croissance économique en Islande sera de 3,7% cette année, un chiffre bien plus faible que les estimations du mois d'août qui prévoyaient une croissance de 5,2% pour 2017. Cette baisse du taux de croissance par rapport à l'année dernière où il avait atteint 7,2%, s'expliquerait en grande partie par l'augmentation des importations et un ralentissement des exportations, le déficit de la balance commerciale (biens uniquement) ayant augmenté de 50% par rapport à l'année dernière sur la période de janvier à octobre 2017, ainsi qu'une baisse des exportations de services par rapport à 2016.

Espace Economique Européen. La Cour de Justice de l'AELE a déclaré dans ses conclusions rendues le 14 novembre que le système d'autorisation islandais d'importation de viande crue, d'œufs non stérilisés et autres produits dérivés enfreignait la législation de l'Espace Economique Européen. La Cour avait été saisie à la suite d'une plainte déposée en 2011 par la Fédération islandaise du commerce et des services auprès de l'Autorité de surveillance de l'AELE sur les restrictions à l'importation imposées par les autorités islandaises. En effet les importateurs islandais de viandes crues et autres produits dérivés doivent obtenir une licence d'importation auprès de l'Autorité alimentaire et vétérinaire islandaise qui vérifie la conformité des produits concernés à la réglementation du pays. Le ministère de l'Industrie et de l'Innovation a déclaré dans un communiqué de presse que le gouvernement allait travailler à éliminer ces mesures restrictives.

Norvège

Fonds souverain. La Banque centrale de Norvège, en charge de la gestion opérationnelle du Fonds souverain norvégien, a adressé le 16 novembre une recommandation au ministère des Finances, l'invitant à retirer le secteur des hydrocarbures de l'indice de référence utilisé pour évaluer les placements du Fonds. L'objectif mis en avant par la Banque centrale est de réduire la vulnérabilité de la Norvège face aux variations des cours du pétrole, alors que le secteur des hydrocarbures représente presque 6% des investissements du Fonds. Le vice-gouverneur de la Norges Bank, Egil Matsen, a souligné que la recommandation de la banque « s'appuie exclusivement sur des arguments financiers et des analyses ayant trait à l'exposition totale de l'Etat au pétrole, et ne reflète aucunement une opinion quelconque sur l'évolution du prix du pétrole, la rentabilité future ou le caractère durable du secteur pétro-gazier ». La ministre des Finances, Siv Jansen (Parti du progrès, droite populiste) a réagi en précisant dans un communiqué que la question soulevée par la Banque de Norvège était complexe, et pouvait avoir de nombreux impacts. Elle a souligné que la responsabilité du Gouvernement était de gérer l'économie norvégienne dans son ensemble en tenant compte de tous les facteurs. Une analyse poussée de la proposition de la Banque centrale sera réalisée, des premiers commentaires seront intégrés dans le rapport annuel au Parlement sur le fonds de pension (que le Gouvernement présente chaque année au mois de mars) mais la position finale du Gouvernement sur cette question ne devrait pas intervenir avant l'automne 2018.

Chômage. Le taux de chômage en Norvège a continué de refluer en septembre, sur fond de reprise. Il a en effet reculé de 0,1 point par rapport à août pour tomber à 4,0%, son plus bas niveau depuis janvier 2015. Les économistes anticipaient un chômage stable, à 4,1% de la population active. La Norvège, plus gros producteur de pétrole d'Europe de l'Ouest, enregistre une reprise économique grâce à des taux d'intérêt historiquement bas et une politique budgétaire



expansive, désormais en cours de resserrement. Le taux de croissance attendu pour 2017 est de 1,7%. En données corrigées des variations saisonnières, quelques 110 000 personnes étaient sans emploi dans le pays en septembre, soit 8 000 de moins qu'en juin. Le royaume a créé 12 000 emplois supplémentaires sur cette période.

Gaz. Entre octobre 2016 et 2017, la demande européenne en gaz a augmenté de 20 milliards de mètres cubes. Les livraisons ont été principalement assurées par la Norvège et la Russie. En Norvège, la production est passée de 30 à 36 milliards de mètres cubes en deux ans. Par ailleurs, la production pourrait encore augmenter puisque la tendance est aujourd'hui à un accroissement de la demande, sous l'effet combiné de l'augmentation des prix du charbon, des décisions de plusieurs gouvernements de réduire la consommation de cette ressource, comme en Grande-Bretagne, de l'abandon du nucléaire dans plusieurs pays, et des suspensions d'activité de plusieurs centrales nucléaires intervenues en France et en Belgique. Les incertitudes autour de l'approvisionnement en gaz issu de Russie a poussé plusieurs pays à chercher à diversifier leurs sources d'approvisionnement, notamment auprès de la Norvège.

Pétrole. La production pétrolière de la Norvège a augmenté en octobre, mais plus faiblement qu'attendu. Selon une estimation encore provisoire, le pays a extrait 1,54 million de barils par jour (Mbj) le mois dernier contre 1,445 Mbj en septembre. Le chiffre d'octobre est 4,5% en dessous des projections officielles. Cela s'explique essentiellement par la fermeture pendant une grande partie du mois de la plateforme Goliat, exploitée par l'italien Eni en mer de Barents et victime de problèmes techniques à répétition, mais également par une production décevante sur le champ Gina Krog en mer du Nord.

Excédent commercial. L'excédent commercial de la Norvège a baissé en octobre, sous l'effet de la baisse des ventes de pétrole brut. L'excédent ressort ainsi à 15,1 Mds NOK (1,6 Md€), contre 16,2 Mds NOK (1,7 Md€) en octobre 2016. Les exportations ont progressé de 3,5% sur un an pour atteindre 71,3 Mds NOK (7,4 Mds€). Les importations ont, elles, augmenté davantage : elles augmentent de 6,5%, pour atteindre 56,1 Mds NOK (5,8 Mds€). Cette situation s'explique notamment par la baisse des exportations de pétrole brut de 15,6%, atteignant 15,4 Mds NOK (1,6 Mds€) sur un an, en dépit d'une hausse de 5,5% du prix du baril.

Charbon. Le budget proposé par le gouvernement norvégien pour 2018 prévoit la fermeture de l'unique mine de charbon de Norvège, située au Svalbard, ainsi que son démantèlement (afin qu'aucun autre pays ne décide d'en reprendre l'exploitation, ce qui serait théoriquement possible étant donné le statut juridique particulier du Svalbard, en application du Traité de Paris). Cette décision a été prise alors que le pays doit déjà importer 1,2 million de tonnes de charbon par an, principalement en provenance de Chine, de Colombie et de Pologne, cette matière première étant utilisée dans l'industrie du ciment et dans la métallurgie.

Suède

Partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes. Le Président de la République et le Premier ministre suédois ont signé le 17 novembre à Göteborg, en marge du Sommet social, un partenariat stratégique pour l'innovation et les solutions vertes. C'est l'aboutissement d'un travail de plusieurs mois de préparation et d'échanges intenses entre la France et la Suède, initié lors de la rencontre entre le Président de la République et le Premier ministre suédois, à l'Élysée, le 31 juillet dernier. Ce partenariat contribuera à renforcer et structurer, dans les années à venir, la coopération franco-suédoise dans quatre grands domaines au cœur de la lutte contre le changement climatique et de la transformation numérique : les solutions vertes pour les transports, les énergies propres et les villes intelligentes ; le développement de la finance verte ; la "smart industry" et les start-up ; et l'innovation dans le domaine de la santé et des sciences de la vie. La déclaration signée par le Président de la République et par le Premier ministre suédois est disponible sur le site de l'Ambassade de France en Suède : <http://bit.ly/2jiPpiv>. La feuille de route (en EN) avec la liste des 22 thèmes et projets concrets déclinant les 4 domaines prioritaires est également disponible sur le site du Gouvernement suédois : <http://bit.ly/2Ajb7ya>. Le suivi et la mise en œuvre du partenariat feront l'objet de publications régulières sur les comptes Twitter de l'Ambassade (@FranceinSweden) et de son Service économique régional (@FRTreasury_Nord, @pa_miquel), ainsi que sur leurs sites internet.

SOLUTRANS. La première mise en application concrète du partenariat stratégique franco-suédois a eu lieu dans le cadre du Salon SOLUTRANS à Lyon (21-25 novembre), avec, notamment, une table ronde franco-suédoise associant la ministre des Transports française Elisabeth Borne et son homologue suédois Tomas Eneroth, consacrée au véhicule du futur (autonome, connecté, fossil-free, etc), avec la participation de nombreux acteurs privés et publics français et suédois.

Union bancaire. Stefan Ingves, gouverneur de la Banque de Suède depuis 2006, souhaiterait à l'avenir que la Suède rejoigne l'Union bancaire. La Suède devant se conformer aux décisions bancaires transfrontalières, la pertinence de se tenir à l'écart de cette Union est limitée selon lui. Intégrer l'Union bancaire permettrait également à la Suède d'influencer les exigences en matière de fonds propres applicables aux banques de la zone, dont les niveaux sont aujourd'hui inférieurs à ceux pratiqués en Suède.

Délégation des services publics. La loi LOV (*Lagen om valfrihetssystem*), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, qui a contribué à renforcer la délégation des activités de services publics. Cette loi confère aux communes une plus grande



liberté dans la fourniture de certaines prestations publiques dans les domaines des soins et de l'assistance pour les personnes âgées et handicapées, ainsi que pour l'ensemble des services sociaux. Les 290 communes sont toutefois libres de ne pas mettre en œuvre la LOV. Pour les 21 régions en revanche, le dispositif est déjà obligatoire pour la fourniture de soins primaires depuis le 1^{er} janvier 2010. Selon le dernier recensement d'avril 2017, 175 des 290 communes appliquent désormais la loi LOV. Dans les communes qui ont eu recours à une délégation systématique des services publics, 9 citoyens sur 10 exercent aujourd'hui le droit de choisir leurs prestataires. En 2015, la délégation des services publics représentait au total près de 4% du PIB (plus de 10 Mds€ pour les communes et près de 6 Mds€ pour les régions, soit 18% des dépenses de ces derniers). Cette ouverture a permis à un nombre croissant d'entreprises françaises de développer leur activité en Suède (Keolis, Transdev, Suez, Veolia, Dalkia...).

Fondations Wallenberg. Une partie substantielle du financement de la R&D suédoise est animée par des fondations telles que celles appartenant à la famille Wallenberg. Les fondations Wallenberg représentent aujourd'hui plus de 10 Mds€ de capital et plus de 200 M€ de dons à la science tous les ans, ce qui fait de ces fondations le 2^{ème} financeur privé de R&D en Europe. La fondation Knut et Alice Wallenbergs Stiftelse - KAW (<https://www.wallenberg.com/kaw/en>), créée en décembre 1917, est la plus importante fondation de la sphère. Elle est dédiée à la recherche et l'enseignement. KAW a financé au total, depuis sa création, 6 000 projets scientifiques pour un montant global de plus de 2,5 Mds€ (près de 200M€ en 2015). Pour fêter ce centenaire KAW, va attribuer une dotation extraordinaire de 170 M€ à la recherche dans les domaines de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies quantiques. Les bénéficiaires principaux des fonds seront le Wallenberg Autonomous Systems and Software Program (WASP), piloté par l'Université de Linköping, le Wallenberg Center for Quantum Technology (WACQT), piloté par les Universités technologiques Chalmers (Göteborg) et KTH (Stockholm).

Sphère Schörling. MSAB, société d'investissement cotée à la Bourse de Stockholm et contrôlée à 86% (droits de vote/capital) par la famille Schörling va sortir de la cotation. Ce sont les trois familles, Schörling, Persson (fondateur de H&M) et Bek-Nielsen, qui, via la holding « *Schörling & Partners* », vont prendre le contrôle intégral de cette holding qui compte des participations importantes dans des groupes tels que Hexagon (Instruments de topographie et de métrologie), AAK (produits laitiers et huiles végétales), Securitas (solutions de sécurité), Loomis (solutions de sécurité), Hexpol (spécialiste des polymères et du caoutchouc) et Assa Abloy (serrurier). La valorisation des participations de MSAB est aujourd'hui de l'ordre de 7 Mds€ et les groupes contrôlés représentent 400 000 salariés, dont 300 000 uniquement pour Securitas, qui est le premier employeur suédois en France avec 17 000 salariés.

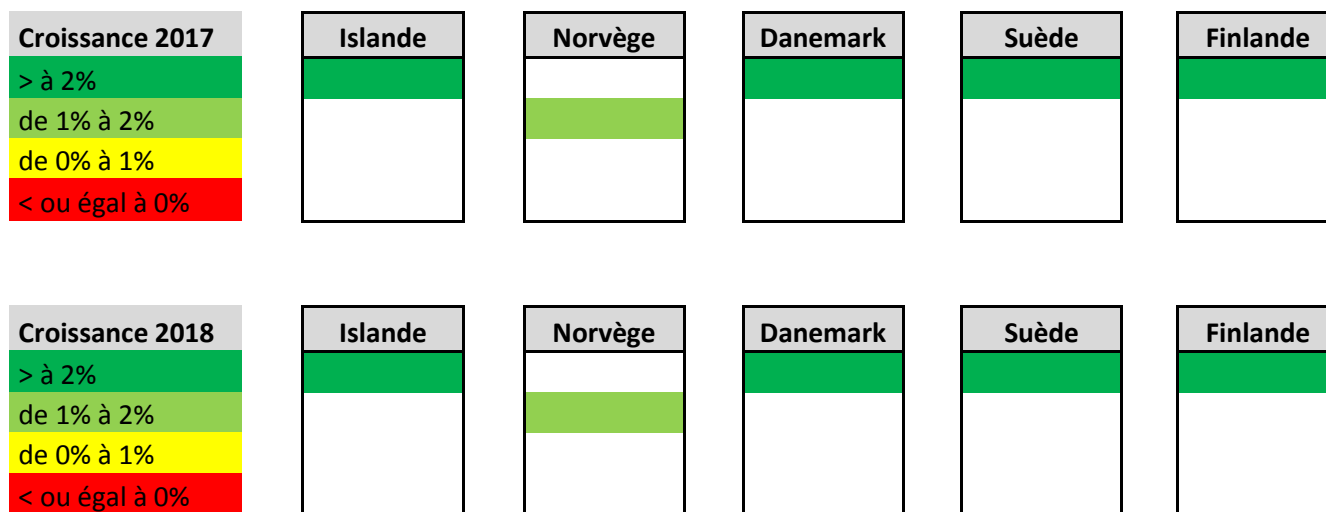
Parkeon. Le leader mondial français des horodateurs et de la billetterie pour les transports publics renforce sa position à l'international après le rachat de son concurrent suédois Cale, numéro deux du secteur. Le prix d'achat n'a pas été dévoilé, mais approcherait les 100 M€ selon la presse. Cale est basé à Kista-Stockholm et réalise un chiffre d'affaires de 65 M€ et un bénéfice annuel de 10M€. L'acquisition est justifiée par des synergies importantes, notamment géographiques, puisque Parkeon est surtout implanté en France (distributeurs de tickets du métro parisien, bornes de recharge du pass Navigo), au Royaume-Uni et dans plusieurs pays en développement, alors que le Suédois est implanté dans les pays nordiques et en Amérique du Nord. Le nouvel ensemble réalisera un CA de l'ordre de 650M€, emploiera 1 300 collaborateurs, dont 500 en R&D, sera présent dans plus de 70 pays (près de 5 000 villes) et offrira ses services à 100 millions d'utilisateurs chaque semaine.

Volvo-Samsung. Les partenariats entre ces deux groupes sont anciens, en 1997 Volvo Construction Equipment (VCE) acquiert ainsi Samsung Heavy Equipment. Le moment d'une coopération renforcée semble à nouveau d'actualité puisque, selon la presse suédoise, Volvo et le conglomérat coréen seraient en pourparlers pour développer des poids-lourds électriques sur la base de la technologie batterie de Samsung. La Corée du Sud est un marché relativement important qui représente plus de 3% des ventes de Volvo.



La quinzaine nordique – 29 novembre 2017 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	2,9	2,1	2,0	2,5	3,1	2,5	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	2,1	1,7	1,5	1,1	3,2	2,7	3,7	3,4
Institut stat./conj****	2,1	2,1	2,9	2,0	1,5	1,9	2,8	2,7	6,0	3,3
Commission*	2,3	2,0	3,3	2,7	1,5	1,6	3,2	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,3	2,4	2,5	2,2	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2017)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration


2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,4	-1,2	5,0	3,9	1,0	1,0	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,4	-1,2	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,4	-1,2	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	62,5	61,9	-	-	39,5	37,3	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,9	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

 * *Prévisions d'automne* (novembre 2017)

 ** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

 *** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

 **** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

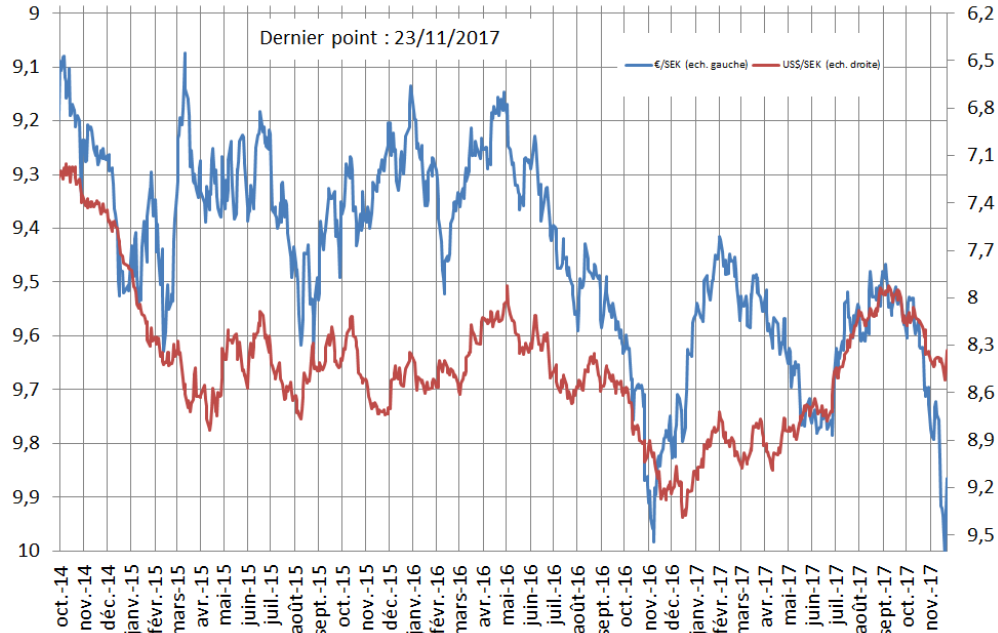
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

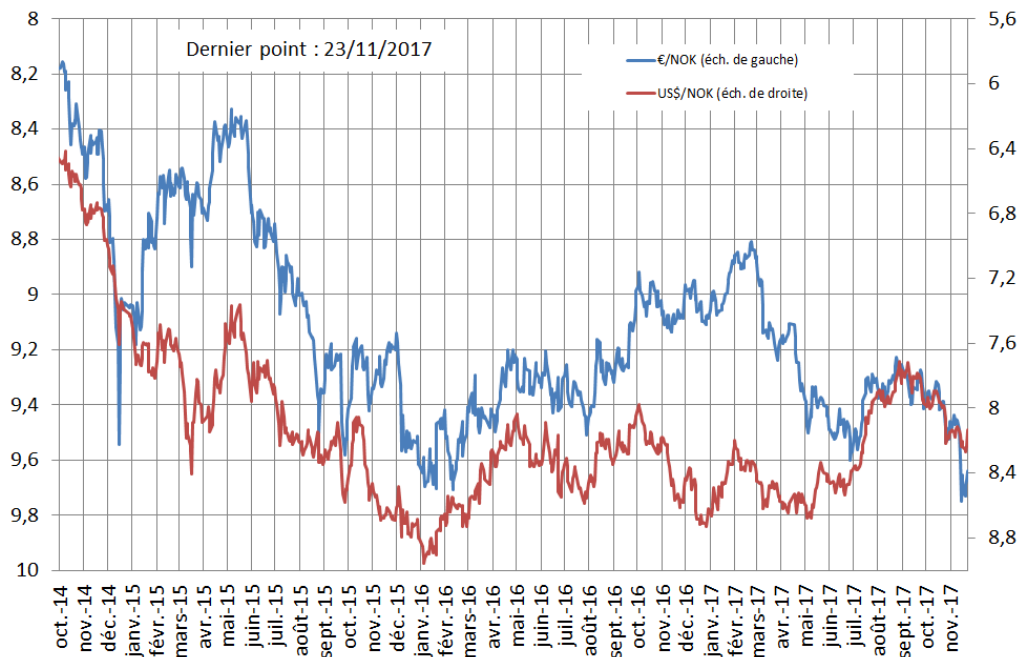


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).